

La France, l'Europe occidentale et la Palestine, 1799-1917

Colloque, 9-11 novembre 1998

Dominique Trimbur



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bcrfj/4012>

ISSN : 2075-5287

Éditeur

Centre de recherche français de Jérusalem

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

Pagination : 91-94

Référence électronique

Dominique Trimbur, « La France, l'Europe occidentale et la Palestine, 1799-1917 », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* [En ligne], 3 | 1998, mis en ligne le 11 juin 2008, Consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bcrfj/4012>

**LA FRANCE, L'EUROPE OCCIDENTALE ET LA PALESTINE
1799-1917
9-11 NOVEMBRE 1998**

Organisé par le Centre de recherche français de Jérusalem, le colloque « La France, l'Europe occidentale et la Palestine, 1799-1917 » était la première concrétisation du projet *Gallia Palestina*. Cette rencontre a prouvé qu'au-delà de points en apparence connus, les champs d'analyses inexplorés restent vastes. Une telle constatation a été rendue possible par les interventions d'un grand nombre de participants, intervenants et public, venus de France, d'Israël ou des territoires palestiniens. Une diversité qui multipliaient les perspectives : la présence de représentants de spécialités diverses a permis de recouvrir un maximum d'aspects (avec historiens, économiques et militaires, géographes, anthropologues, juristes, archéologues, archivistes, religieux, diplomates...). Cette diversité se comprenait comme un reflet de l'érudition du Professeur Jean-Marie Delmaire, auquel la rencontre désirait rendre hommage.

Après une introduction de Stanislas de Laboulaye, Consul Général de France à Jérusalem, soulignant la spécificité passée et actuelle du rôle de la France dans la Ville Sainte, Dominique Bourel a insisté sur l'une des principales missions de cette rencontre : combler une lacune, celle de la recherche sur la place de la France dans la région, alors que les autres nations sont mieux étudiées. D'où l'appel à des travaux en commun lancé dès ce moment.

Une première approche globale, entreprise par Roger Heacock, situe la Palestine dans le cadre des relations internationales de cette époque. D'abord région périphérique de l'Empire ottoman, elle devient progressivement l'enjeu de rivalités croissantes entre puissances. Pour illustrer ce propos, Haïm Goren, qui souligne la nécessité de communiquer le savoir en traduisant les recherches, prend l'exemple de la perspective catholique et allemande, avec la montée de l'institutionnalisation et du nationalisme en parallèle à la visite de Guillaume II

en Palestine. Le point de vue germanique est aussi présenté par Shlomo Shpiro, qui évoque l'action des services de renseignement de ce pays dans la région : là aussi on assiste à une institutionnalisation avec la mise en place précoce d'un réseau d'agents. Mais la collaboration germano-ottomane, au-delà des mythes, reste déficiente, et entraîne sa défaite lors de la Première guerre mondiale.

La Palestine est aussi un terrain d'entente, comme le montre Yigal Sheffy. C'est le cas avec la coopération franco-anglaise en matière de renseignements. Elle permet la victoire des moyens modernes et s'illustre en particulier dans une expérience novatrice, celle d'une unité aérienne mixte. Mais Sheffy regrette, du point de vue de la recherche, l'absence de la France.

La séance du lundi après-midi aborde les représentations des acteurs de la Palestine. Ruth Kark présente le premier kibboutz protestant, l'*American-Swedish Colony*, aux aspects communautaristes et millénaristes : préoccupations qui rejoignent certaines réflexions très actuelles. Rina Cohen-Muller, quant à elle, se penche sur les quatre premiers consuls de France à Jérusalem : au contraire de leurs homologues prussiens, ce ne sont pas forcément des orientalistes. Ils appliquent strictement la politique du protectorat catholique français, deviennent les conseillers occultes du gouverneur ottoman et ne sont pas affectés par les bouleversements en métropole. J'ai repris l'imbrication étroite entre politique et religion, avec la description d'un cas précis : l'attribution de la garde de la basilique d'Abou Gosh aux Bénédictins français. Où la religion se met au service de la politique, et la politique sert directement la religion, dans un contexte de rivalité internationale accrue.

Autre aspect de la présence européenne en Palestine : les aspects économiques et sociaux, enjeu de la matinée du 10 novembre. En cette période de « sortie du Moyen-âge » (Ran Aaronsohn), les puissances se servent de l'économie pour s'imposer. C'est le cas avec le réseau hospitalier, décrit par Norbert Schwake, qui atteint une dimension disproportionnée par rapport aux besoins réels, ce qui pose la question du caractère gratuit et humanitaire de ces établissements. Les puissances sont également représentées par des individus, en particulier les commerçants, et Frédérique Schillo évoque leur composante française : l'étude détaillée d'une population numériquement faible permet de conclure à l'utilité de ces personnes pour les représentants consulaires français. L'intention officielle est plus évidente dans le cas du Crédit Lyonnais de Jérusalem, avec, d'après Jacques Thobie, un difficile cumul entre impératifs politiques et nécessités d'une saine gestion. Les embarras de l'agence de Jérusalem semblent à l'image de ceux de la France dans la région, de même que ses clients illustrent la diversité et les difficultés des établissements de la Palestine.

Les aspects culturels et juridiques apparaissent comme une autre forme de l'action des puissances européennes en Palestine. Dans le cas de la France, il en

va de ses activités archéologiques, retracées d'abord par le P. Jean-Michel de Tarragon. Celui-ci présente une collection de clichés méconnue, celle de Notre-Dame de France : photos de la vie quotidienne qui prennent de l'importance avec le temps et posent des problèmes de restauration et de datation. Cette collection prometteuse suscite une consultation sur son exploitation, comme celle de séries analogues. Gabriel Barkay quant à lui inventorie les activités et acteurs de l'archéologie française en Palestine, pour souligner de grandes différences de qualité, mais aussi le caractère novateur et durable d'un Charles Clermont-Ganneau.

Deux autres aspects de la présence française sont ensuite traitées. En premier lieu la codification du statut des établissements protégés, évoquée par Moussa Abou-Ramadan. L'accord de Mytilène (1901) et le traité de Constantinople (1913) marquent la volonté française d'imposer ses vues, avec validité actuelle, mais discutée, de ces textes. La France cherche aussi à se mettre en avant à travers la vaste entreprise des pèlerinages : peu connus, comme l'indique Catherine Nicault, ces voyages présentent toutefois de multiples aspects. C. Nicault en souligne la codification, qui se rigidifie avec le temps, quand le consul de France à Jérusalem y attache de plus en plus d'importance. Objets de politique extérieure autant qu'intérieure, ils donnent naissance à une vision idéalisée de la France et marquent une trêve entre les camps, catholique et anticlérical.

Au cours de la troisième journée, deux interventions portent sur le judaïsme et l'une de ses expressions politiques, la colonisation en Palestine. Yoram Mayorek évoque la figure d'Émile Meyerson, philosophe devenu directeur-général de la *Jewish Colonisation Association* : engagement qui lui permet d'appliquer ses idées de sélection du matériel humain (thématique reprise plus tard par les sionistes). Quant à Esther Benbassa, elle se penche sur les réflexions de l'Alliance Israélite Universelle, basée à Constantinople. Où une pratique francophile et pédagogique s'affronte au camp allemand, conjoncturel, des sionistes et du *Hilfsverein*. Cette opposition illustre les contradictions, ou le rapport dialectique, entre deux conceptions de la question juive.

Le rapport avec les puissances est aussi le fait d'une communauté jusque là délaissée dans les débats : le groupe musulman, qui apparaît dans la contribution de Qustandi Shomali relative à la presse arabe. Selon lui, la confrontation avec l'Occident, très présente dans cette période, est caractéristique d'une renaissance de la culture locale, avec la montée de la conscience nationale. Des pôles culturels et politiques se dessinent, tardivement, avec prise de conscience progressive de la focalisation internationale sur la Palestine. Cette concentration est manifeste aussi avec l'arrivée d'un nouvel interlocuteur à Jérusalem : l'Allemagne protestante. Présente depuis les années 1840, elle acquiert à Jérusalem, comme l'explique Thorsten Preine, un terrain

disputé entre différentes communautés. C'est là qu'elle peut s'installer, construire une église toute proche du St Sépulcre et afficher son faste lors de la visite de Guillaume II, en octobre-novembre 1898.

La focalisation politico-religieuse est enfin soulignée lors du dernier après-midi, consacré au catholicisme. Thomas Stransky pose les bases de cette corrélation en se penchant sur la décennie 1840-1850. Claude Langlois étudie le cas des communautés françaises, avec leur avant-garde féminine très précoce, suivie plus tard par une massification des établissements français. Ce qui l'amène à s'interroger sur les motivations du phénomène ; en soulignant que la Palestine est restée somme toute un lieu de mission annexe. Outil et aide des ces communautés, le mécène Amédée de Piellat est décrit par Zvi Schilony : représentant-type d'une certaine France, c'est pour la France, pour la technique et pour l'art qu'il agit et marque fondamentalement le paysage de la Ville.

Le catholicisme en Palestine, c'est aussi la politique du Vatican. Dans un exposé très vivant, Sergio Minerbi souligne les contradictions de cette entité : soumis et utilisant le protectorat français, même au moment de la rupture des relations avec Paris, jouant des rivalités entre puissances catholiques, le Vatican est peu à peu écarté des affaires de la Palestine. Si la Première guerre mondiale et ses suites permettent de penser à une internationalisation qui lui donnerait la part belle, l'échec de l'accord Sykes-Picot avantage ce qu'il avait d'abord négligé : l'établissement d'un foyer national juif. Ce qui entraîne S. Minerbi à proposer une conclusion iconoclaste : le Vatican n'aurait-il pas préféré la poursuite de la souveraineté ottomane, qui aurait maintenu son pouvoir ?

La conclusion de la rencontre est l'œuvre de l'Ambassadeur de France en Israël, Jean-Noël de Bouillane de Lacoste. D'après lui, les puissances européennes semblent avoir tiré au moins une leçon de ce passé de rivalités : à présent, elles présentent un front uni dans la région. Pour les participants, c'est le point de départ de nouveaux travaux.

Dominique Trimbur
Centre de recherche français de Jérusalem